

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 31/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Contrôle du 03/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ERAMET IDEAS**

1 avenue Albert Einstein  
BP 120  
78190 Trappes

Code AIOT : 0006503543

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement ERAMET IDEAS implanté 1 Avenue Albert Einstein à Trappes (78190). L'inspection a été annoncée le 29/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ERAMET IDEAS
- 1 Avenue Albert Einstein BP 120 78190 Trappes
- Code AIOT : 0006503543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe Eramet est un groupe minier et métallurgique français présent à l'international. Le site de Trappes d'Eramet, appelé Eramet Ideas, est dédié à la recherche et au développement, depuis l'exploration et la mine jusqu'à la mise au point et l'optimisation des procédés et des produits. En particulier, un pilote d'usine de recyclage de batteries, appelé "Demo Plant", a été mis en service en 2023 sur le site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits Sans suites administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Suites du contrôle du 12/11/2024 - État des matières stockées	Code de l'environnement, article R. 511-11 Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 Arrêté préfectoral du 03/03/2014, article 1.2.1.	Demande de justificatifs à l'exploitant	3 mois
4	Suites du contrôle du 12/11/2024 - Conformité à la notice de dangers "Demo Plant"	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 7.1.7.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Suites du contrôle du 12/11/2024 - Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, articles 7.3.4. et 7.5.3	Proposition de mise en demeure	3 mois
6	Suites du contrôle du 12/11/2024 - Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014 modifié, articles 7.2.4. et 7.2.5.2	Demande de justificatifs à l'exploitant	Dès réalisation
7	Suites du contrôle du 12/11/2024 - Rétention et confinement – hauteurs maximales d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 7.4.1.1.	Demande de justificatifs à l'exploitant	1 mois
9	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
10	PFAS - Mesures d'investigation, de suppression/réduction, de surveillance	Code de l'environnement, articles L. 110-1 et L.523-6-1 Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 2	Demande d'action corrective	1 mois 4 mois 6 mois
11	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatifs à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Étude de dangers	Code de l'environnement, article D. 181-15-2	Demande d'action corrective	3 mois
13	Présence d'un fût de déchets non identifié	Arrêté préfectoral du 03/03/2014, articles 5.1.2 et 9.2.7	Demande de justificatifs à l'exploitant	3 mois
14	Gestion des déchets et effluents contenant du lithium	Arrêté préfectoral du 03/03/2014, article 4.3.8	Demande de justificatifs à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites du contrôle du 12/11/2024 - situation administrative	Code de l'environnement, article L. 181-14	Sans objet
3	Suites du contrôle du 12/11/2024 – bassin de collecte	Lettre du 30/07/2024	
8	Suites du contrôle du 12/11/2024 - Rétention et confinement – zone de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 7.4.1.1	

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le contrôle réalisé le 03/12/2025 a permis d'établir que les réponses apportées par l'exploitant aux fiches de constats du rapport de l'inspection daté du 09/12/2024 (contrôle du 12/11/2024) sont dans l'ensemble satisfaisantes, à l'exception des réponses aux fiches n° 4 et 5, qui doivent être complétées.

Le contrôle a également permis de faire un point sur l'étude de dangers consolidée fournie par l'exploitant à l'inspection en mars 2025. Son examen et les échanges tenus lors du contrôle du 03/12/2025 mettent en évidence que cette étude doit faire l'objet de plusieurs compléments qui ne remettent toutefois pas en cause ses conclusions. Les compléments devant être apportés sont décrits dans les fiches de constats n° 4, 11 et 12.

L'inspection souligne l'implication des personnes rencontrées mais pointe plusieurs insuffisances, notamment sur la gestion des mesures de maîtrise des risques ou sur la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie. En particulier, concernant la détection incendie, l'inspection propose une mise en demeure à M. le Préfet des Yvelines compte tenu compte tenu du caractère répété des insuffisances constatés, notamment lors du précédent contrôlé réalisé en 2024).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suites du contrôle du 12/11/2024 - Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. [...]  ***  <u>Rappel des constats du contrôle du 12/11/2024 : Fiche n°1 du rapport daté du 09/12/2024</u> L'exploitant explique à l'inspection au cours du contrôle du 12/11/2024 qu'en raison de la suspension du projet ReLieVe de Dunkerque, l'activité du pilote Demo Plant est également suspendue. L'inspection note que cela n'impacte pas la situation administrative des installations, tant que l'exploitant continue à respecter les prescriptions qui s'appliquent à l'exploitation du pilote Demo Plant. Il est également indiqué à l'inspection qu'aucun projet de modifications n'est envisagé à ce jour. Au vu de la situation, l'inspection demande à l'exploitant de se positionner sur le maintien de l'autorisation de l'exploitation du pilote Demo Plant. L'exploitant doit transmettre à l'inspection son positionnement officiel quant au maintien de l'autorisation d'exploiter le pilote Demo Plant.
<b>Constats :</b> Par courrier du 03/02/2025, l'exploitant s'est positionné en faveur du maintien de l'autorisation d'exploiter le pilote Demo Plant. Lors du contrôle du 03/12/2025, l'exploitant indique que ce positionnement est maintenu, ce qui n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.
<b>Conclusions :</b> Compte tenu des constats réalisés la fiche de constats n° 1 du rapport daté du 09/12/2024 (contrôle du 12/11/2024) peut être entièrement clôturée. Sans observations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 2 : Suites du contrôle du 12/11/2024 - État des matières stockées**

**Références réglementaires :**

Code de l'environnement, article R. 511-11

Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Arrêté préfectoral du 03/03/2014, article 1.2.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, État des matières stockées

**Prescription contrôlée :**

Article R. 511-11 du code de l'environnement

II. Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la règle de cumul seuil bas ou à la règle de cumul seuil haut lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :

a) Dangers pour la santé : la somme Sa est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799) [...]

b) Dangers physiques : la somme Sb est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799) [...]

c) Dangers pour l'environnement : la somme Sc est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799) [...]

Article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 03/03/2014 modifié

L'exploitant met en place un outil de gestion de matières qui permet à tout moment de contrôler les quantités de matières présentes et de justifier que les seuils de classement au titre de la directive SEVESO (seuil bas ou seuil haut) ne sont pas dépassés directement ou par la règle de cumul prévue à l'article R.511-11 du code de l'environnement.

\*\*\*

Rappel des constats du contrôle du 12/11/2024 : Fiche n°2 du rapport daté du 09/12/2024

L'exploitant a mis en place l'outil informatique Quarks Safety pour suivre ses stocks de matières, et explique à l'inspection au cours du contrôle du 12/11/2024 que cet outil se base sur les informations contenues dans les fiches de données de sécurité des matières, pour en extraire les mentions de dangers et déterminer les rubriques ICPE applicables ainsi qu'un éventuel classement SEVESO. L'inspection estime que le principe de fonctionnement de l'outil doit permettre à l'exploitant de justifier une absence de dépassement des seuils SEVESO.

Une vérification par sondage des stocks par rubriques ne met pas en évidence de dépassement :

- 4130-3b : 313.5 kg de SO<sub>2</sub> stockés, 360 kg autorisés ;
- 4711 : 715 g stockés, 800 kg autorisés.

L'inspection note toutefois que pour plusieurs rubriques, des quantités excessivement élevées sont reportées dans l'outil, menant au dépassement de seuils SEVESO, en raison, selon l'exploitant, de problème de conversion masse/volume. L'inspection n'a ainsi pas pu vérifier de manière exhaustive, que les seuils SEVESO des rubriques 4XXX concernées ne sont pas dépassés, et l'exploitant doit transmettre, pour ces rubriques, une extraction de son outil de gestion des stocks avec les conversions masse/volume correctes.

Par ailleurs, l'inspection note que trois bouteilles de SO<sub>2</sub> gazeux sont recensées dans l'outil de l'exploitant (identifiées par les numéros 10108, 10109 et 10110), et que seules deux bouteilles sont présentes dans le local de stockage des bouteilles situé au sud du bâtiment 100 le jour du contrôle

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- une extraction de son outil de gestion des stocks de matières classées sous les rubriques 4XXX de la nomenclature ICPE, avec les conversions masse/volume correctes, afin de démontrer que les seuils de classement au titre de la directive SEVESO, bas ou haut, ne sont pas dépassés, que ce soit directement ou par la règle des cumuls ;
- les éléments sur les circonstances qui ont conduit à une différence entre le nombre de bouteilles recensées dans son outil de gestion des stocks et le nombre réel de bouteilles stockées dans le local dédié, et les mesures internes mises en œuvre pour ne plus les rencontrer.

#### **Constats :**

Par courrier du 07/02/2025, l'exploitant indiquait en réponse qu'il avait bien trois bouteilles de SO<sub>2</sub> sur le site, en précisant que deux d'entre elles sont en utilisation dans le local SO<sub>2</sub> attenant à la Demo Plant, la dernière bouteille étant située dans le local SO<sub>2</sub> du hall 500. L'état des stocks présentés en novembre 2024 était donc correct.

L'inspection note dans l'état des stocks transmis par courriel du 20/11/2025 qu'il ne comprend aucune quantité de SO<sub>2</sub>.

Au cours des échanges tenus le 03/12/2025, l'exploitant confirme qu'aucune utilisation de ce produit n'est en cours, ce que vérifie l'inspection dans les espaces de stockage dédiés (local SO<sub>2</sub> du pilote DemoPlant – bâtiment 100, local SO<sub>2</sub> associé au bâtiment 50).

La réponse apportée à la fiche de constat n° 2 du rapport daté du 09/12/2024 est satisfaisante.

L'exploitant indique également lors du contrôle que des audits internes de récolement sont régulièrement effectués, de façon tournante, de façon à ce que l'emplacement de chaque produit listé dans l'état des stocks (outil Quarks) soit vérifié au moins annuellement, ce qui constitue une bonne pratique.

Les enregistrements du dernier audit sont transmis à l'inspection par courriel du 5 décembre 2025 et n'appellent pas d'observations de sa part.

A posteriori, un examen plus approfondi de l'état des stocks présenté au jour du contrôle par l'inspection ne permet pas d'établir si les déchets, en particulier les déchets dangereux, sont pris en compte dans l'outil de gestion de matières utilisé pour justifier que les seuils de classement au titre de la directive SEVESO ne sont pas dépassés, directement ou par la règle de cumuls.

L'exploitant doit vérifier ce point et le cas échéant modifier son organisation pour intégrer dans ce calcul les déchets entreposés sur les installations.



**Conclusions :**

Compte tenu des constats réalisés la fiche de constats n° 2 du rapport daté du 09/12/2024 (contrôle du 12/11/2024) peut être entièrement clôturée.

L'exploitant doit néanmoins confirmer à l'inspection si son outil de gestion des matières stockées intègre bien les déchets dans le calcul de vérification du non dépassement des seuils SEVESO, et dans la négative, modifier son organisation afin que ce calcul tienne compte de la contribution des déchets entreposés au sein des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Suites du contrôle du 12/11/2024 – bassin de collecte**

**Référence réglementaire :** Lettre du 30/07/2024

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suites de l'inspection du 22/04/2024

**Prescription contrôlée :**

Rappel des constats du contrôle du 22/04/2024 : Non-conformité n°20240422 - NC - 1

L'équipe d'inspection constate la présence d'informations erronées sur le plan des réseaux d'eau présenté par l'exploitant.

L'exploitant doit, sous un délai d'un mois, procéder à la mise à jour du plan des réseaux d'eau. [...]

Rappel des constats du contrôle du 12/11/2024 : Fiche n°3 du rapport daté du 09/12/2024

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 30/08/2024 ses réponses au rapport du 30/07/2024 et notamment aux non-conformités susmentionnées [dont] son plan des réseaux mis à jour (référence 0003 B-I-P 00005-Plan des Réseaux). Ce plan corrige les erreurs constatées par l'inspection le 22/04/2024 (concernant les bassins V1, V2 et V3).

[...]

L'inspection juge ces réponses satisfaisantes et estime que l'inspection du 22/04/2024 peut être clôturée.

Toutefois, après examen à la suite de l'inspection des éléments transmis, l'inspection s'interroge concernant le bassin V3 sur la compatibilité entre ses rôles de collecte des eaux d'une part et de confinement des eaux d'extinction incendie d'autre part, et en particulier de comment il s'assure de la disponibilité permanente du volume nécessaire à ce confinement en fonction du transit éventuel d'autres eaux (pluviales, industrielles, etc.) dans ce bassin.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection une explication sur la compatibilité des rôles de collecte des eaux d'une part et de confinement des eaux d'extinction incendie d'autre part du bassin V3.

**Constats :**

Par courrier du 07/02/2025, l'exploitant explique que le bassin V3 a trois vocations :

1. utilisation principale comme transit lors de l'évacuation des eaux industrielles situées dans les bassins V1 ou V2, via une pompe immergée située dans chacun de ces bassins. Les eaux industrielles ne font que s'écouler via V3 avant de poursuivre le circuit dans les canalisations d'eaux industrielles et de sortir du site pour rejoindre le réseau urbain d'eaux usées. En cas

de sinistre (incendie ou pollution accidentelle) le pompage est arrêté et la vanne en sortie de V3 est fermée pour que ce bassin puisse être réutilisé à des fins de rétention.

2. utilisation en cas de pollution accidentelle dans le réseau d'eaux pluviales, hors périmètre de la Demo Plant. Dans ce cas la vanne barrage sur le réseau d'eaux pluviales est verrouillée et une pompe présente dans le regard renvoie les effluents vers V3.
3. utilisation comme rétention de collecte des eaux d'extinction d'incendie, en complément du réseau d'eaux pluviales, hors périmètre de la Demo Plant. Comme en cas de pollution, les eaux d'extinction d'incendie sont confinées dans le réseau d'eaux pluviales grâce à la vanne barrage installée en sortie de réseau, derrière V3. La même pompe que mentionnée au 2. peut alors pomper l'eau d'extinction utilisée par les services de secours pour la renvoyer vers V3 et ainsi augmenter le volume de rétention des eaux d'extinction d'incendie d'environ 500 m<sup>3</sup>. Comme en cas de pollution, ces eaux devront ensuite être pompées par une entreprise spécialisée.

L'exploitant indique également que les installations n'ayant pas de grands volumes individuels de stockage, une pollution accidentelle ne nécessiterait pas un grand volume d'eau de rinçage des canalisations par rapport au volume de potentielles eaux d'extinction d'incendie.

L'inspection conclut qu'il n'y a pas lieu de remettre en question l'usage de ce bassin qui, selon l'exploitant, est entièrement dédié à la collecte des eaux d'extinction d'incendie ou de liquides épandus lors d'une pollution.

L'inspection rappelle que les eaux pluviales reçues par ce bassin doivent être évacuées régulièrement afin de maintenir un volume disponible suffisant à la collecte d'eaux extinction d'incendie.

#### **Conclusions :**

Compte tenu des constats réalisés la fiche de constats n° 3 du rapport daté du 09/12/2024 (contrôle du 12/11/2024) peut être entièrement clôturée.

Sans observations.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 4 : Suites du contrôle du 12/11/2024 - Conformité à la notice de dangers "Demo Plant"**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, article 7.1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité à la notice de dangers "Demo Plant"
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place dès la phase 1 du pilote Demo Plant, l'ensemble des équipements mentionnés dans la notice de dangers du dossier de "porter à connaissance" du pilote "Demo Plant" et entretient l'ensemble de ces équipements en définissant un programme de surveillance.</p> <p>Il met en œuvre avant le démarrage du pilote "Demo Plant" :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les mesures techniques et organisationnelles mentionnées dans la notice de dangers du dossier de "porter à connaissance" du pilote "Demo Plant",</li><li>• des mesures techniques et organisationnelles pour éviter les mélanges incompatibles des produits.</li></ul> <p>La liste des mesures techniques et organisationnelles susmentionnées sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p style="text-align: center;">***</p> <p><u>Rappel des constats du contrôle du 12/11/2024 : Fiche n°4 du rapport daté du 09/12/2024</u></p> <p>La notice de dangers du dossier de "porter à connaissance" du pilote "Demo Plant" prévoit des mesures de prévention en matière de risque incendie, de « risque réactionnel », de risque lié à « la mise en œuvre de solvant à l'extraction (unités 2510 à 2910) », à la « distribution de SO<sub>2</sub> », et au NaHS. [...]</p> <p>Dans le courriel d'annonce adressé à l'exploitant le 29/10/2024, l'inspection demande notamment à l'exploitant son programme de surveillance des équipements mentionnés dans la notice de dangers du dossier Demo Plant.</p> <p>Par courriel du 06/11/2024, l'exploitant indique que ce programme de surveillance est géré via un « SharePoint » qui ne peut pas être partagé en dehors du réseau de l'exploitant mais indique qu'il sera tenu à disposition au cours du contrôle du 12/11/2024.</p> <p>L'inspection relève au cours du contrôle du 12/11/2024 qu'hormis les vérifications relatives aux équipements de détection et de sécurité incendie (voir fiche de constat dédiée), les mesures de prévention listées dans la notice de dangers du porter-à-connaissance Demo Plant ne sont pas nécessairement des équipements ou des mesures concourant à la maîtrise des risques mais que certains remplissent uniquement un rôle de surveillance de performance des procédés : c'est le cas par exemple de l'alarme de pH bas des réacteurs mentionnée dans la notice de dangers susmentionnée.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate que les mesures et équipements listés dans la notice de dangers susmentionnée ne sont pas clairement identifiés par l'exploitant, tout comme les modalités d'entretien et de vérification de ces mesures et équipements.</p> <p>L'inspection contrôle par sondage sur le terrain ces mesures et équipements et réalise les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <u>risque réactionnel</u> : l'inspection constate que des alarmes de pH bas sont bien reportées sur le tableau de supervision situé en salle de contrôle du bâtiment 100 (alarmes visuelles dans le synoptique de gestion informatique du pilote Demo Plant), mais que celle-ci n'assure toutefois aucune fonction de sécurité automatique. L'exploitant indique que les opérateurs disposent de procédure pour la gestion de situations de déclenchement de ces alarmes.</li></ul>

- risque lié à la distribution de SO<sub>2</sub> : l'inspection constate que : [...]
  - des ouvertures dans les murs du local de stockage des bouteilles de SO<sub>2</sub> ont été réalisées (passages de divers câbles et tuyauteries, voir exemples sur les photos ci-dessous), et que par conséquent ces murs ont perdu leur caractère coupe-feu 2 heures.
  - l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer à l'inspection la localisation de la vanne de sécurité mentionnée dans la notice de dangers (vanne se fermant automatiquement en cas de détection de surpression). [...]

De manière plus générale, l'exploitant indique à l'inspection lors du contrôle du 12/11/2024 que les dispositifs de détection de gaz ayant été mis en service en 2023 n'ont pas encore fait l'objet d'une vérification périodique, que la prochaine est prévue avant la fin de l'année [2024], et qu'une réception a pu être réalisée par l'installateur à l'issue de la mise en service.

L'exploitant doit rétablir le caractère coupe-feu 2 heures des murs du local de stockage des bouteilles de stockage de SO<sub>2</sub> et en transmettre le justificatif à l'inspection.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- la liste des mesures techniques et organisationnelles, parmi celles mentionnées dans la notice de dangers du dossier de "porter à connaissance" du pilote "Demo Plant", qui sont réellement mises en œuvre à des fins de prévention des risques, ainsi que les modalités de vérification de bon fonctionnement de ces mesures qu'il met en place et les périodicités associées ;
- la localisation sur un plan du bâtiment 100 (ou du local de stockage des bouteilles de SO<sub>2</sub>) de la vanne de sécurité mentionnée dans la notice de dangers (vanne se fermant automatiquement en cas de détection de surpression), ainsi qu'une photographie de cette vanne et un descriptif des modalités de son entretien et de la vérification de son bon fonctionnement ;
- les procédures de gestion, en matière de sécurité, d'un déclenchement d'une alarme de pH bas au niveau du tableau de supervision par les opérateurs présents ;
- concernant les dispositifs de détection de gaz (détecteurs, centrale, asservissements de sécurité éventuels), le procès-verbal de la réception ou de la vérification initiale réalisée à l'issue de leur mise en service en 2023, ainsi que les résultats de la vérification périodique à venir pour l'année 2024.

#### **Constats :**

L'exploitant transmet une réponse à la fiche de constat susmentionnée par courriels en date du 07/02/2025 et du 20/11/2025 :

#### Caractère coupe-feu du mur du local SO<sub>2</sub> de DemoPlant (courriel du 20/11/2025)

L'exploitant indique dans sa réponse du 20/11/2025 qu'un ventilateur aspirant en permanence l'air du local SO<sub>2</sub> est en place et que l'orifice constaté lors du contrôle de 2024 sert à la réalisation d'une entrée d'air dans le local pour l'aspiration, entrée d'air indispensable pour que le local ne se retrouve pas en dépression.

L'inspection prend note de cette réponse. Toutefois, l'étude de dangers transmise en mars 2025 affirme toujours que ce local présente des parois coupe-feu deux heures, ce qui n'est pas exact étant donné la présence d'une ouverture non calfeutrée.

L'exploitant doit donc :

- soit modifier son étude de dangers sur ce point, en justifiant le cas échéant pourquoi il n'apparaît plus nécessaire que les parois du local SO<sub>2</sub> présentent une résistance au feu de

deux heures,

- soit restaurer le degré coupe-feu de cette paroi, par exemple en équipant l'ouverture d'entrée d'air d'une fermeture automatique de degré coupe-feu au moins équivalent à celui des parois.

Liste des mesures mises en œuvre à des fins de prévention des risques au sein du pilote DemoPlant, vérification de leur bon fonctionnement

Selon les éléments fournis par l'exploitant par courriel du 07/02/2025, les mesures effectivement mises en œuvre, par type de risque, sont les suivantes :

- risque réactionnel : mesures de température et de niveau ;
- risque lié à la présence de NaHS : rétention spécifique ;
- risque lié à la présence de SO<sub>2</sub> : électrovannes dans le local SO<sub>2</sub>, vannes de sécurité dans le hall dans les deux coffrets de distribution de SO<sub>2</sub>, asservies à la détection gaz.

Les informations fournies quant aux vérifications de ces différentes mesures n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection. La cohérence des éléments mentionnés dans le courriel du 07/02/2025 avec l'étude de dangers fournie en mars 2025 doit être vérifiée par l'exploitant.

Localisation de la vanne de sécurité associée au local SO<sub>2</sub> et mentionnée dans la notice de dangers, photographie de cette vanne, entretien et vérification

L'inspection juge que les éléments permettent de comprendre le fonctionnement de la vanne susmentionnée, qui n'appelle pas de commentaires de sa part.

Procédures de gestion, en matière de sécurité, d'un déclenchement d'une alarme de pH bas au niveau du tableau de supervision par les opérateurs présents

L'exploitant fournit à l'inspection une procédure qui n'appelle pas de commentaires de sa part, et mentionne dans sa réponse que « les mesures de pH et de conductivité sont plus liées à la conduite qu'à la sécurité du procédé ». L'inspection vérifie que l'étude de dangers en vigueur intègre bien ces éléments et non ceux issus de la notice de dangers du porter à connaissance « DemoPlant ».

Procès-verbal de réception ou de vérification initiale réalisée à l'issue de la mise en service en 2023 des détecteurs de gaz (bâtiment 100), ainsi que les résultats de la vérification périodique pour l'année 2024

Les documents suivants sont transmis à l'inspection :

- Rapport de mise en service en date du 18/01/2024, établi par la société LEMS, concluant au bon fonctionnement de l'ensemble détecteur-centrale-asservissements ;
- Rapport de vérification en date du 24/01/2025, établi par la société LEMS, concluant à l'absence de non-conformité.

Ces documents n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection.

**Conclusions :**

Compte tenu des constats réalisés la fiche de constats n° 4 du rapport daté du 09/12/2024 (contrôle du 12/11/2024) ne peut être entièrement clôturée.

Demande d'action corrective :

L'exploitant doit se positionner sur le caractère de résistance au feu du mur du local SO<sub>2</sub> :

- soit en engageant des mesures permettant d'atteindre un degré REI 120 pour ce mur, telle que la mise en place d'une fermeture automatique de degré équivalent au niveau de l'ouverture d'entrée d'air ;
- soit en ré-évaluant la nécessité pour cette paroi d'atteindre un tel degré, au regard du risque incendie et des effets dominos, et le cas échéant en mettant à jour son étude de dangers sur ce point, pour l'ensemble des scénarios accidentels considérés.

L'exploitant doit vérifier la cohérence de son étude de dangers en vigueur avec les éléments fournis par courriels du 07/02/2025 et du 20/11/2025 relatifs aux mesures techniques et organisationnelles de prévention des risques mises en œuvre au niveau du bâtiment 100, notamment compte tenu des écarts constatés avec la notice de dangers issue du porter-à-connaissance « DemoPlant ».
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Suites du contrôle du 12/11/2024 - Prévention du risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2014, articles 7.3.4. et 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 03/03/2014 modifié :</u>  Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. [...]</p> <p><u>Article 7.5.3. de l'arrêté préfectoral du 03/03/2014 modifié :</u>  L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu ...) [...] conformément aux référentiels en vigueur.  Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p style="text-align: center;">***</p> <p><u>Rappel des constats du contrôle du 12/11/2024 : Fiche n°5 du rapport daté du 09/12/</u>  Dans le courriel d'annonce adressé à l'exploitant le 29/10/2024, l'inspection demande notamment à l'exploitant son programme de surveillance des équipements mentionnés dans la notice de dangers du dossier Demo Plant.  Comme décrit ci-après, l'exploitant transmet en réponse, par courriel du 06/11/2024, divers éléments à l'inspection, relatifs à la prévention du risque incendie et étudiés, pour ceux relatifs au bâtiment 100 et au pilote Demo Plant, en amont du contrôle du 12/11/2024. Le résultat de cette étude ainsi que les constats réalisés au cours du contrôle du 12/11/2024 sont décrits ci-après.</p> <p><i>Extincteurs :</i>  L'exploitant a transmis le 06/11/2024 un rapport d'intervention établi par CHUBB FRANCE, daté du 13/11/2023, relatif à la vérification des extincteurs. Ce rapport indique, en particulier, que 4 extincteurs du bâtiment 100 (sur 7) ont été sortis du parc à l'issue de l'intervention. Interrogé sur ce point lors du contrôle du 12/11/2024, l'exploitant indique que la demande d'achat a été validée, et que leur remplacement est prévu lors de la prochaine vérification des extincteurs, prévue avant la fin d'année 2024.  [...]</p>

*Détection incendie :*

L'exploitant a transmis le 06/11/2024 un rapport d'intervention établi par CHUBB FRANCE daté du 28/08/2024, relatif à la vérification de la détection incendie. Plusieurs actions sont à prévoir selon CHUBB FRANCE à l'issue de leur intervention (remplacement des batteries, intervention sur les vespa n°06108 et n°06109, remplacement de la carte « uai 2 » en urgence car sa défaillance met les lignes 3 et 4 de la détection hors service).

L'inspection constate lors du contrôle du 12/11/2024 que la centrale de détection incendie est en effet en dérangement, et que les lignes 3 et 4 sont hors service (voir photo ci-dessous).

L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer à l'inspection à quoi correspondent ces lignes 3 et 4, et n'a, au jour du contrôle, entamé aucune démarche pour lever ce dysfonctionnement.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport de vérification des extincteurs pour 2024, ainsi que le justificatif du remplacement des extincteurs sortis du parc en 2023 selon le rapport établi par la société CHUBB FRANCE daté du 13/11/2023.

L'exploitant réalise ou fait réaliser les actions de maintenance nécessaire au rétablissement du bon fonctionnement de la centrale de détection incendie, et notamment à la levée des dysfonctionnements relevés par la société CHUBB FRANCE dans son rapport daté du 28/08/2024. Il transmet le justificatif de réalisation de ces actions.

**Constats :**

*Extincteurs :*

L'exploitant fournit par courriel du 07/02/2025 à l'inspection un rapport de vérification des extincteurs daté de 19/12/2024 établi par la société CHUBB ainsi que le plan d'évacuation du bâtiment 100 présentant l'ensemble des extincteurs présents dans la zone.

La comparaison de ces documents par l'inspection permet de conclure à leur cohérence.

Ce point n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

*Détection incendie :*

Lors du contrôle du 03/12/2025, les rapports d'entretien de la détection incendie établis par la société CHUBB aux mois d'août 2024, de décembre 2024 et de juillet 2025 sont présentés à l'inspection. L'inspection constate que des défaillances sont récurrentes d'un rapport à l'autre.

Lors de la visite des installations, l'inspection relève par ailleurs que la centrale de détection incendie fait toujours état de multiples défauts, les voyants « dérangement » et « hors service » étant allumés, ce qui avait été constaté au cours du contrôle de 2024.

Il apparaît que l'exploitant s'appuie intégralement sur son prestataire pour l'entretien et la vérification du bon fonctionnement de la centrale incendie, ce qui ne lui permet pas d'avoir une approche préventive mais uniquement curative.

Par ailleurs, interrogé par l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer à quoi correspondent les différents défauts signalés dans les rapports CHUBB ou sur la centrale de détection.

L'exploitant néanmoins indique que plusieurs actions sont prévues pour pallier ces défauts récurrents, dont une nouvelle intervention pour maintenance, ainsi qu'une formation prévue début 2026 afin que l'exploitant monte en compétence sur le sujet de la détection incendie et se l'approprie, sans présenter d'engagement formalisé.

<p>L'inspection insiste sur la nécessité de mener à bien ces actions en particulier au vu de caractère répété des défaillances sur la détection incendie.</p> <p>Compte tenu du caractère récurrent de ces constats, et sauf engagement formel rapide de l'exploitant en termes d'actions correctives, l'inspection propose à M. le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
<p><b>Conclusions :</b></p> <p>Compte tenu des constats réalisés la fiche de constats n° 5 du rapport daté du 09/12/2024 (contrôle du 12/11/2024) ne peut être entièrement clôturée.</p> <p>L'inspection propose à M. le Préfet des Yvelines de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 7.5.3. de l'arrêté préfectoral du 03/03/2014 modifié en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- levant, ou faisant lever, l'intégralité des défauts de fonctionnement de la détection incendie, et en en transmettant un justificatif à l'inspection ;</li> <li>- mettant en œuvre les dispositions organisationnelles permettant d'assurer en permanence, y compris à travers des actions préventives, le bon fonctionnement de la détection incendie dans son intégralité (centrale, détection, alarme, asservissements).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Proposition de mise en demeure</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : Suites du contrôle du 12/11/2024 - Dispositions constructives**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2014 modifié, articles 7.2.4. et 7.2.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 03/03/2014 modifié</u></p> <p>[...] Il sera procédé semestriellement à des essais et visites périodiques du matériel et des moyens de secours. [...]</p> <p><u>Article 7.2.5.2. de l'arrêté préfectoral du 03/03/2014 modifié</u></p> <p>L'exploitant évalue la conformité du site vis-à-vis des exigences mentionnées au chapitre 7.2 "Dispositions constructives", des arrêtés en vigueur, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées sous le même délai avec la transmission le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un planning de réalisation des travaux ;</li> <li>• et des mesures compensatoires, dans l'attente de la finalisation de ces travaux, si nécessaire.</li> </ul> <p style="text-align: center;">***</p> <p><u>Rappel des constats du contrôle du 12/11/2024 : Fiche n°6 du rapport daté du 09/12/2024</u></p> <p>L'exploitant indique, par courriel à l'inspection du 06/11/2024, avoir réalisé une auto-évaluation qui a mis en évidence plusieurs écarts, dont certaines ont été levées après la visite du SDIS du 29/01/2024 (la levée de ces écarts est tracée dans le rapport EID_SEQ.24.001 transmis à l'inspection le 14/03/2024).</p> <p>Dans ce même courriel, l'exploitant explique qu'il reste à traiter les écarts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérification que les poteaux incendie du site arrivent à délivrer 120 m3/h en simultané - Test prévu en 2025.</li> <li>• marquage au sol à l'extrémité Est du site.</li> </ul>



<p>L'exploitant présente à l'inspection lors du contrôle du 12/11/2024 son fichier d'auto-évaluation (tableau Excel), et l'inspection note que celui-ci comprend un planning de réalisation des travaux. Les échanges tenus au cours du contrôle n'ont toutefois pas permis d'aborder le sujet des mesures compensatoires pour les travaux restant à réaliser.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le fichier consignant les résultats de l'auto-évaluation réalisée quant à la conformité des installations aux prescriptions en vigueur relatives aux dispositions constructives ainsi que le planning actualisé de réalisation des travaux restants à réaliser et qu'une description des mesures compensatoires mises en place le cas échéant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'auto-évaluation établie par l'exploitant, dans la version présentée lors du contrôle du 03/12/2025, conclut à la conformité des installations aux dispositions du chapitre au chapitre 7.2 "Dispositions constructives" de l'arrêté préfectoral du 03/03/2014 modifié, sous réserve de la réalisation de plusieurs actions (e.g. marquage au sol au niveau de la zone Pégase, en attente de travaux de réfection de voirie).</p> <p>En particulier, l'exploitant présente à l'inspection un rapport de vérification des poteaux incendie, en date du 20/10/2025, qui conclut à la capacité du réseau à délivrer un débit de 120m<sup>3</sup>/h lorsque deux poteaux sont testés en simultané.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les justificatifs de réalisation des dernières actions à mettre en œuvre.</p> <p>L'auto-évaluation présentée mentionne également le souhait par l'exploitant de réévaluer la fréquence, semestrielle, de vérification des moyens de secours, prévue par l'article 7.2.4. de l'arrêté préfectoral susmentionné. Des échanges entre le SDIS et l'exploitant se sont tenus sans trace écrite toutefois. Il convient que l'exploitant formalise sa demande auprès de l'inspection, qui prendra ensuite le cas échéant attache avec le service de prévention industriel du SDIS des Yvelines afin d'adapter si nécessaire les prescriptions concernées.</p>
<p><b>Conclusions :</b></p> <p>Compte tenu des constats réalisés la fiche de constats n° 6 du rapport daté du 09/12/2024 (contrôle du 12/11/2024) peut être entièrement clôturée.</p> <p>L'exploitant doit fournir les justificatifs suivants à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- éléments attestant de la réalisation du marquage au sol au niveau de la tente « Pégase », dès obtention ;</li> <li>- le cas échéant, demande formalisée de réévaluation de la périodicité des essais et visites périodiques du matériel et des moyens de secours (sous forme de porter-à-connaissance selon les modalités prévues par l'article L. 181-14 du code de l'environnement).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> Dès réalisation (marquage au sol au niveau de la tente « Pégase »)</p>

**N° 7 : Suites du contrôle du 12/11/2024 - Rétention et confinement – hauteurs maximales d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2014 modifié, article 7.4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention et confinement – hauteurs maximales d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant précise avant le démarrage du pilote "Demo Plant" les différentes hauteurs maximales d'eau d'extinction incendie susceptible d'être confinée dans cette zone extérieure et de s'assurer : <ul style="list-style-type: none"><li>• que ces niveaux d'eau sont compatibles avec l'intervention des secours</li><li>• et que la façade Nord du bâtiment 100 soit praticable en toute circonstance par les services de secours.</li></ul> Les différentes hauteurs maximales d'eau d'extinction incendie au niveau de la zone extérieure de confinement sont communiquées au SDIS via un plan avant le démarrage du pilote "Demo Plant" pour validation. En cas de problème lié à l'intervention des pompiers au niveau de cette zone de confinement, l'exploitant transmet au service de secours et à l'inspection des installations classées les mesures alternatives pour compenser notamment l'accessibilité de la façade Nord du bâtiment 100. Ces mesures alternatives doivent être mises en œuvre avant le démarrage du pilote "Demo Plant".  *** <u>Rappel des constats du contrôle du 12/11/2024 : Fiche n°8 du rapport daté du 09/12/2024</u> L'exploitant indique à l'inspection lors du contrôle du 12/11/2024 que les différentes hauteurs d'eau d'extinction incendie au niveau de la zone extérieure de confinement ont été communiquées au SDIS (hauteur maximale 70 cm), et que le SDIS a demandé en retour le marquage des zones « hors eau » en cas d'incendie. L'inspection constate le jour du contrôle que ce marquage est bien en place mais n'a pas connaissance d'une validation écrite par le SDIS de la démarche de l'exploitant et de la compatibilité des hauteurs d'eau avec leur intervention. L'exploitant doit transmettre à l'inspection un justificatif des échanges tenus avec le service de prévention industrielle du SDIS validant sa démarche concernant la gestion des hauteurs d'eaux d'extinction incendie et la compatibilité de ces hauteurs d'eau avec l'intervention du SDIS.
<b>Constats :</b> Les échanges tenus entre l'exploitant et le SDIS, dont l'inspection a pu prendre connaissance dans le cadre du contrôle du 03/12/2025, font état d'une visite par le service de prévention industrielle du SDIS des Yvelines en date du 29/01/2025, à l'issue de laquelle il a été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre une signalétique (marquage au sol et panneau) permettant d'identifier clairement la zone de rétention. Par ailleurs, l'inspection obtient confirmation auprès du service de prévention industrielle du SDIS des Yvelines par courriel du 20/12/2025 que la gestion des hauteurs d'eaux d'extinction incendie n'est pas incompatible d'un point de vue opérationnel avec une intervention du SDIS.
<b>Conclusions :</b> Compte tenu des constats réalisés la fiche de constats n° 8 du rapport daté du 09/12/2024 (contrôle du 12/11/2024) ne peut être entièrement clôturée.  L'exploitant doit transmettre les justificatifs permettant de confirmer la présence des éléments de signalétique susmentionnés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2014 modifié, article 7.4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention et confinement - zone de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux d'extinction d'incendie sont confinées dans une zone extérieure étanche au niveau des anciens quais camion présents en partie Nord du bâtiment 100.</p> <p>Cette zone extérieure étanche de confinement des eaux d'extinction incendie et de retenue des eaux pluviales de la zone du bâtiment 100 "Demo Plant" est au minimum de 160 m3. Ce volume doit être en permanence disponible.</p> <p>Le rejet des effluents (eaux extinction incendie) est isolé par un système de vanne automatique avec coup de poing d'urgence installé à demeure dans le regard d'eau pluviale. En cas de déclenchement, la vanne se ferme automatiquement pour isoler le réseau et éviter l'écoulement des effluents (eaux extinction incendie) au-delà du site. En situation normale, les avaloirs d'eaux pluviales présent dans cette zone de confinement sont ouverts et les eaux de pluie s'écoulent normalement. [...]</p> <p>Par ailleurs l'exploitant met en place une signalisation claire et facilement visible informant les employés et les services de secours de ne pas stationner dans la zone de rétention des eaux d'extinction.</p> <p>Cette signalisation peut se faire par un marquage au sol et par un ou plusieurs panneaux indiquant l'interdiction de stationner et la présence d'une zone de rétention des eaux d'extinction.</p> <p style="text-align: center;">***</p> <p><u>Rappel des constats du contrôle du 12/11/2024 : Fiche n°9 du rapport daté du 09/12/2024</u></p> <p>L'inspection constate lors du contrôle du 12/11/2024 que la zone de rétention des eaux d'extinction incendie du bâtiment 100 est mise en place dans le respect des prescriptions susmentionnées de l'article 7.4.1.1. :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- elle présente un volume de 170 m<sup>3</sup> selon l'exploitant, et l'inspection relève que ce volume est disponible au jour du contrôle ;</li><li>- le jour du contrôle, l'inspection note que la vanne de confinement des eaux incendie est ouverte ;</li><li>- une vanne de fermeture est bien installée, avec un bouton type « arrêt d'urgence » permettant de la déclencher en cas d'incendie ;</li><li>- l'exploitant teste le fonctionnement du déclenchement de la vanne à la demande de l'inspection lors du contrôle du 12/11/2024 ; l'inspection constate que la vanne se ferme complètement après activation du bouton coup de poing ;</li><li>- un marquage blanc au sol du niveau maximal de la rétention est mis en place (voir photo ci-dessous)</li></ul> <p>La dernière vérification de déclenchement de la vanne a été réalisée le 04/03/2024 selon l'outil de suivi des maintenances de l'exploitant. Le compte-rendu de cette vérification indique toutefois un point d'interrogation dans la case « fermeture », sans que l'exploitant soit en mesure le jour du contrôle d'expliquer pourquoi.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection s'interroge, à la suite du contrôle, sur les modalités de déclenchement de cette vanne (notamment, qui est autorisé à actionner le bouton poussoir, quand faut-il le faire, dans quelles conditions) et son accessibilité en cas d'incendie (le bouton semble situé dans des flux thermiques au moins supérieurs à 3 kW/m<sup>2</sup>).</p>

<p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éléments permettant d'expliquer les constats relevés lors de la vérification du 04/03/2024 de la vanne de confinement des eaux d'extinction incendie du bâtiment 100 ;</li> <li>- la procédure ou les dispositions organisationnelles en place concernant le déclenchement du confinement des eaux d'extinction incendie du bâtiment 100 ;</li> <li>- les éléments justifiant l'accessibilité du dispositif de déclenchement en cas d'incendie.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection, par courriel du 07/02/2025, ses réponses à la fiche de constat susmentionnée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lors de la mise en place de la vérification de la vanne, l'exploitant s'était focalisé sur son étanchéité et la propreté du regard plutôt que sur le fonctionnement de cette dernière. : <i>« Aussi, la première fiche de maintenance ne prévoyait pas de vérifier si la vanne était fonctionnelle mais uniquement de nettoyer. L'ajout de la vérification du bon fonctionnement de la vanne a été effectué sans prévenir la maintenance qui n'a donc pas réalisé le test. La fiche de maintenance, jointe à ce rapport, a été diffusée aux équipes de maintenance qui réalise désormais un test de fonctionnement. »</i> Ces explications n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection.</li> <li>- l'exploitant a mis en place des procédures de déclenchement du dispositif de confinement, et les a transmises à l'inspection, qui n'émet pas d'observations sur ces documents ;</li> <li>- concernant l'accessibilité du dispositif de déclenchement en cas d'incendie, l'exploitant indique que <i>« Le dispositif étant déclenché dès la découverte du départ de feu, [il] considère que le bouton coup de poing reste accessible. »</i></li> </ul> <p>Concernant ce troisième point, l'inspection s'interroge sur les garanties du bon déclenchement du dispositif en cas de sinistre.</p> <p>Au cours du contrôle du 03/12/2025, l'exploitant indique que le bon déclenchement fait l'objet de plusieurs vérifications dans ses procédures de gestion de situation d'urgence, y compris par le directeur des opérations, ce qui paraît satisfaisant.</p> <p>L'exploitant mentionne également lors du contrôle du 03/12/2025 qu'un plan d'opération interne est en cours d'élaboration volontaire par l'exploitant. Il conviendra de transmettre ce plan d'opération interne, une fois finalisé, à l'inspection des installations classées ainsi qu'aux services de secours.</p>
<p><b>Conclusions :</b></p> <p>Compte tenu des constats réalisés la fiche de constats n° 9 du rapport daté du 09/12/2024 (contrôle du 12/11/2024) peut être entièrement clôturée.</p> <p>Sans observations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

**N° 9 : Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b> L'inspection constate au cours du contrôle du 03/12/2025 que les substances PFAS contenues dans les réactifs utilisés au sein des installations ont été identifiées par l'exploitant, tout comme les substances PFAS mesurées dans ses rejets en eaux usées ou eaux pluviales lors des campagnes réalisées en 2024. Toutefois cette identification gagnerait à être formalisée dans une liste, notamment en vue de la mettre à jour une fois davantage connues les substances PFAS émises lors des opérations de traitement de batteries au lithium (pilote DemoPlant).
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit formaliser une liste des substances PFAS qu'il a identifiées à la fois dans les réactifs mis en œuvre au sein des installations et dans ses rejets aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> Un mois

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, articles L. 110-1 et L.523-6-1 Arrêté Ministériel du 02/02/1998 modifié, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article L. 110-1 du code de l'environnement</u> 1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p> <p><u>Article L. 523-6-1 du code de l'environnement</u> La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27/02/2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.</p> <p>Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.</p> <p><u>Article 2 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié</u> L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] -limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; -respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; -gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour mémoire, les campagnes de mesure dans les rejets aqueux réalisées par ERAMET en 2024 ont fait apparaître des valeurs pour plusieurs substances PFAS supérieures aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 20/06/2023, dans les eaux usées ainsi que dans les eaux pluviales.</p> <p>Il appartient donc à l'exploitant de mettre en œuvre des dispositions permettant de prévenir ces émissions de PFAS, conformément au dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20/02/1998 modifié susvisé.</p> <p>Les échanges tenus lors du contrôle du 03/12/2025 permettent d'établir que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- concernant les substances PFAS identifiées dans les rejets d'eaux usées :<ul style="list-style-type: none"><li>o l'exploitant a engagé des actions pour identifier les réactifs mis en œuvre dans les activités exercées au sein des installations, ce qui a permis de retirer deux produits de l'inventaire. Sur ce point, il semble que la démarche de gestion des PFAS de l'exploitant soit satisfaisante, il doit toutefois demeurer vigilant lors de l'entrée de</li></ul></li></ul>

nouveaux réactifs au sein des installations.

- l'exploitant a évoqué des difficultés techniques à mener des actions d'investigation sur la contribution des déchets de batteries au lithium (black mass) utilisés dans le pilote DemoPlant (limites de quantification trop élevées pour permettre une détection fiable). Les actions d'investigation sont à poursuivre.
- concernant les substances PFAS identifiées dans les rejets d'eaux pluviales, les actions d'investigation sont à poursuivre.
- l'exploitant n'a pas mis en œuvre d'actions de surveillance particulières après réalisation, en 2024, des campagnes prévues par l'arrêté ministériel du 20/06/2023. Des mesures sont à prévoir en 2026, au niveau des eaux pluviales et usées ;
- l'exploitant indique également avoir commencé à remplacer progressivement ses extincteurs par des extincteurs sans PFAS, ce qui constitue une bonne initiative à poursuivre (l'exploitant annonce une fin de cette campagne de remplacement en 2029)

Globalement, l'exploitant a mis en œuvre des mesures d'investigation, de suppression et de réduction des rejets en substances PFAS dans ses effluents aqueux, qui doivent néanmoins être poursuivies.

Il doit également mettre en œuvre une surveillance de ses rejets afin de pouvoir évaluer l'efficacité des actions de suppression/réduction mises en œuvre.

#### **Conclusions :**

1. Sous un délai d'un mois :

l'exploitant formalise un plan d'actions visant à compléter les investigations précédemment réalisées selon les termes de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 susvisé, en réalisant notamment :

- la poursuite des recherches de toute substances PFAS et composés organiques fluorés dans les activités exercées et produits mis en œuvre au sein des installations ;
- la recherche de toute source extérieure en substances PFAS et en composés organiques fluorés ayant pu influencer les résultats des mesures effectuées par l'exploitant parmi lesquelles l'utilisation ou la présence de puits et des activités susceptibles d'émettre des substances PFAS de composés organiques fluorés ;
- la mise en place d'une analyse des eaux en amont de leur utilisation au sein des installations, portant sur la quantité totale de substances PFAS présente en équivalent fluorure par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) et sur les substances PFAS déjà identifiées. L'analyse est réalisée sur des prélèvements ponctuels. L'exploitant s'assure systématiquement de la représentativité du prélèvement et prend en compte la variabilité éventuelle de la qualité de ces eaux.

2. Sous un délai de quatre mois : l'exploitant transmet les résultats commentés de ce plan d'actions à l'inspection des installations classées.

3. Sous un délai de six mois :

L'exploitant met en place une surveillance de ses émissions en substances PFAS ou en composés organiques fluorés au niveau des points de rejet objet des trois campagnes d'analyses initiales, notamment dans le but de vérifier l'efficacité des actions de réduction ou suppression mises en œuvre.

Cette surveillance porte sur les substances PFAS listées en annexe de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 et s'effectue selon une périodicité trimestrielle, pendant au minimum un an à compter

de la notification du présent rapport.
À l'issue de cette période, en fonction des résultats d'analyse obtenus, l'exploitant peut proposer le cas échéant une adaptation des modalités de surveillance (paramètres et fréquence d'analyse). Cette proposition, accompagnée d'un dossier technique argumenté, est soumise à l'accord de l'inspection des installations classées.
L'ensemble des résultats est communiqué à l'inspection des installations classées selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 28/04/2014 (i.e. via la plateforme GIDAF).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois, 4 mois, 6 mois

#### N° 11 : Mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.- L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</li> <li>-la tenue à jour des procédures ;</li> <li>-le test des procédures incident/ accident ;</li> <li>-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</li> </ul> <p>Ces actions sont tracées.</p> <p>B.- L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29/09/2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'étude de dangers de l'exploitant, les mesures de maîtrise de risques (MMR) au sens de l'arrêté du 04/10/2010 modifié sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- scénario CI2-6 : Extraction du local chlore avec rejet vers la cheminée (DemoPlant)</li> <li>- scénario CI2-6 : Détection Chlore dans le local chlore qui ferme automatiquement une vanne de sécurité située sur la bouteille (DemoPlant)</li> </ul>



- scénario CI2-3 : Détection Chlore dans la halle 500 qui ferme automatiquement une vanne de sécurité située sur la bouteille dans le local chlore
- scénarios HCl-3 et NH3-3 : des barrières de sécurité sont valorisées pour diminuer la probabilité d'occurrence des scénarios accidentels : il s'agit donc de MMR, à traiter comme telles.

Au cours du contrôle du 03/12/2025, l'inspection souhaite s'assurer de l'état et de la vérification de bon fonctionnement de la détection chlore dans la halle 500.

L'exploitant indique lors du contrôle qu'aucune campagne d'hydrométallurgie mettant en œuvre du chlore n'a été réalisée depuis 2017, mais qu'il souhaite tout de même conserver l'autorisation de réaliser de telle campagne.

L'inspection constate lors de la visite des installations :

- qu'aucune bouteille de chlore gazeux n'est présente dans les emplacements prévus à cet effet au niveau de la halle 500 ;
- que la MMR « détection chlore halle 500 » n'est plus en service et que les détecteurs ont été désinstallés, au regard de l'arrêt des activités mettant en œuvre du chlore dans le bâtiment halle 500. Le responsable HSE, interlocuteur de l'inspection au cours du contrôle, n'a cependant pas été informé de cette situation et la découvre au cours du contrôle.

L'inspection note qu'aucune signalétique, notamment au niveau de la centrale de détection, ne fait état du statut de MMR de ces dispositifs, ce qui aurait pu éviter leur désinstallation.

Par ailleurs, selon l'étude de dangers de l'exploitant dans sa version en vigueur (mars 2025), la détection chlore dans le local chlore et dans la halle 500 ferme automatiquement les vannes situées sur les bouteilles de chlore, et ce système de fermeture est équipé de batteries lui permettant de fonctionner en cas de coupure de courant.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique cependant qu'aucun système de secours muni de batteries n'est en place ; il doit donc modifier son étude de dangers en conséquence afin qu'elle reflète la réalité.

### **Conclusions :**

L'exploitant doit :

- fournir les éléments sur les circonstances qui ont conduit au retrait d'une mesure de maîtrise des risques sans que les personnes chargées du suivi des installations notamment au titre de la réglementation ICPE n'en soient informées, et préciser les mesures internes mises en œuvre pour ne plus rencontrer de telles situations;
- modifier son étude de dangers pour que les informations qu'elle contient concernant le secours de la MMR « Détection Chlore dans la halle 500 » ainsi que les asservissements associés en cas de perte d'utilités soient exhaustives et correctes.

Il est rappelé que, bien que l'exploitant soit autorisé à utiliser du chlore gazeux, cette autorisation est assortie de conditions, notamment la présence effective des mesures de maîtrise des risques associés à cette substance.

Si l'exploitant souhaite à nouveau pouvoir mener des campagnes d'hydrométallurgie mettant en œuvre ce gaz, ou tout autre usage de chlore, il doit en informer l'inspection avec justification de la remise en place (et suivi associé) des mesures de maîtrise des risques correspondantes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 12 : Étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article D. 181-15-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] III. – L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation. [...] L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs. [...]
<b>Constats :</b> L'étude de dangers consolidée transmise à l'inspection en mars 2025 ne comporte ni résumé non technique, ni cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs. Concernant ce second point, il a déjà fait l'objet d'une demande de l'inspection par courriel du 06/12/2024. L'exploitant doit donc compléter son étude de dangers en ce sens.  L'inspection fait part à l'exploitant, lors du contrôle du 03/12/2025, d'autres remarques sur cette étude de dangers : <ul style="list-style-type: none"><li>- concernant les scénarios HCl-3 et NH3-3 : plusieurs barrières de sécurité sont valorisées pour diminuer la probabilité d'occurrence de ces scénarios accidentels : il s'agit donc de mesures de maîtrise des risques (MMR), à identifier et traiter comme telles. Or certaines de ces barrières ne sont pas identifiées comme des MMR.</li><li>- Une liste explicite des mesures de maîtrise des risques pourrait utilement être annexée à l'étude de dangers ;</li><li>- Concernant le scénario accidentel PhD1 (incendie au niveau du bâtiment 100), les zones d'effet thermiques provoquées par un incendie du bâtiment 100 sont modélisées avec le logiciel Flumilog. Dans les hypothèses de modélisation, une hauteur cible de 1,5 mètre est considérée. Toutefois, des bâtiments externes sont présents à proximité du bâtiment 100, ce qui pourrait exposer des tiers à ces effets thermiques au-delà de la hauteur de cible prise en compte dans la modélisation. Il convient de vérifier, par prise en compte d'une hauteur de cible plus appropriée, si des flux thermiques significatifs atteignent ces bâtiments.</li></ul>
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit compléter son étude de dangers en y ajoutant un résumé non technique et une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs, et en tenant compte des remarques formulées par l'inspection (identification et liste des MMR, complément de modélisation sur le scénario accidentel PhD1).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 13 : Présence d'un fût de déchets non identifié**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 03/03/2014 modifié, articles 5.1.2 et 9.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 03/03/2014 modifié</u> L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. [...]  <u>Article 9.2.7 de l'arrêté préfectoral du 03/03/2014 modifié</u> Les fûts, réservoirs et autres emballages des produits ou déchets dangereux sont étiquetés conformément à la réglementation en vigueur. Ils portent en caractères lisibles : - le nom des produits ou le libellé et le code des déchets au regard de l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement, - les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> L'inspection constate au cours du contrôle du 03/12/2025 la présence d'un fût contenant des déchets au niveau de la zone d'entreposage située à l'Est du bâtiment 500 et ne comportant aucune identification. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer à l'inspection la nature des déchets contenus. Il s'agit selon l'exploitant d'une survenue unique d'une telle non-conformité ; l'inspection ne constate pas le jour du contrôle d'autres contenants d'effluents ou de déchets présentant ce défaut d'identification.
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit fournir les justificatifs suivants à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- éléments sur les circonstances qui ont conduit à cette non-conformité et les mesures internes mises en œuvre pour ne plus les rencontrer ;</li><li>- gestion prévue pour l'élimination du fût objet du constat ci-dessus, incluant une étape de caractérisation.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Gestion des déchets et effluents contenant du lithium**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 03/03/2014, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les effluents aqueux susceptibles de contenir du lithium sont traités dans un centre de traitement de déchets spéciaux.
<b>Constats :</b> Interrogé sur les modalités d'élimination des déchets et effluents contenant du lithium, dans le cadre de sa demande d'adaptation de prescriptions formulée en date du 01/09/2025, l'exploitant présente les documents suivants à l'inspection lors du contrôle du 03/12/2025 : <ul style="list-style-type: none"><li>- Certificat d'acceptation préalable -ou CAP- n° 1122297 délivré par SARP INDUSTRIES LIMAY pour des « solides Li CDT &gt;100L » (valide jusqu'au 31/12/2025) ;</li><li>- Certificat d'acceptation préalable n° 1122302 délivré par SARP INDUSTRIES LIMAY pour des « effluents Li » (valide jusqu'au 31/12/2025).</li></ul> <p>Ces 2 CAP mentionnent le code déchets 06 03 14, soit « <i>déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation de sels et leurs solutions et d'oxydes métalliques/sels solides et solutions autres que ceux visés aux rubriques 06 03 11 et 06 03 13</i> »</p> <p>La consultation par l'inspection a posteriori du registre sortant de l'établissement (17/12/2021 au 17/12/2025), via la plateforme TrackDéchets, montre que les déchets lithium ont été éliminés sous le code déchets (16 10 01*, soit <i>déchets liquides aqueux destinés à un traitement hors site/déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses</i>) qui est différent de celui précisé dans les CAP présentés le 05/12/2025 (06 03 14).</p> <p>Selon les informations disponibles dans la plateforme TrackDéchets consultées le 17/12/2025, aucun déchet associé au code 06 03 14 n'est sorti de l'établissement.</p>
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit fournir à l'inspection les justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- bordereaux de suivi de déchets associés aux deux derniers enlèvements de déchets et effluents (le cas échéant, pour les solides et liquides) contenant du lithium ;</li><li>- certificat d'acceptation préalable émis par l'installation réceptrice pour ces deux enlèvements ;</li><li>- explications quant à la différence de code déchets constatée par l'inspection entre les CAP et Trackdéchets.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatifs à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois